

## Etats Généraux de l'alimentation : Recréer de la valeur dans la filière et apaiser les relations entre tous les acteurs.

Promesse de campagne, les Etats généraux de l'alimentation (EGA) seront lancés par le Président de la République en juillet. Sur le plan économique, ces EGA s'inscrivent dans un climat de tension, au sortir d'une année 2016 marquée par la crise agricole, une flambée du prix des matières premières, une guerre des prix et des promotions dans la grande distribution et une pression fiscale toujours forte pour les entreprises. Cette période de concertation entre les différents acteurs de la filière permettra de fixer un nouveau cap pour la filière alimentaire, lui permettant de créer de la valeur tout en respectant l'environnement et de redéfinir des relations commerciales garantissant un partage de cette valeur.

Il s'agit donc d'assurer aux producteurs des revenus décents tout en mettant un terme à la guerre des prix, destructrice de valeur pour toute la filière. Depuis 2014, la déflation en cumul a atteint près de 4 points en GMS sur les produits agroalimentaires. C'est ainsi que près de 3 milliards d'euros ont été détruits au sein de la filière, fragilisant la structure financière des entreprises, sans contribuer à la relance de la consommation ou au soutien du pouvoir d'achat des ménages.

### 1. Subissant un choc des matières premières, dans un contexte persistant de guerre des prix, les marges des industriels se sont effritées en 2016 et affichent un niveau inobservé depuis 40 ans

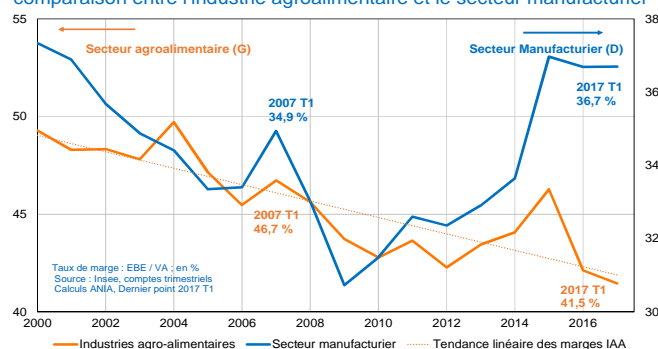
Les récents résultats des comptes trimestriels de l'Insee ont signalé une dégradation sensible des marges des industriels en 2016 (-5 points et -9 % en rythme annuel). Les marges affichent ainsi un niveau historiquement bas pour le secteur, dans un contexte macroéconomique pourtant favorable (CICE, baisse du prix du pétrole, faiblesse des taux). En 2016, l'accélération du prix des matières premières, qui s'est pourtant matérialisée par une hausse des coûts de production, ne s'est pas répercutée sur les prix à la consommation, restés en déflation pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive. Il en ressort une contribution fortement défavorable des termes de l'échange, structurelle depuis la mise en application de la LME, et qui souligne la difficulté toujours grandissante des industriels à « passer leurs tarifs » au moment des négociations annuelles avec la grande distribution.

### 2. Ces difficultés rencontrées sur le marché domestique, couplées à une concurrence européenne intense par les coûts de production, limitent également les performances à l'export des industriels français

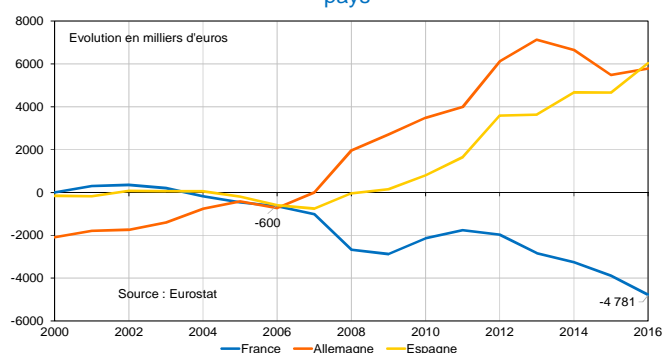
L'IAA reste un fleuron français à l'export (3<sup>e</sup> secteur en termes de performances commerciales). Néanmoins, analysée hors secteur des boissons, elle voit ses performances commerciales s'éroder depuis 10 ans, notamment au bénéfice des pays d'Europe du Sud (Espagne, Italie) et de l'Allemagne. L'évolution du coût du travail, notamment vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Espagne, reste un point fondamental, mais il n'est pas le seul. Les secteurs agroalimentaires en perte de vitesse (viandes, porc, fruits et légumes) ne se relanceront qu'accompagnés par une relance dynamique de la production agricole.

En outre, le principal handicap des IAA françaises pour se développer à l'international reste sans doute leur taille, qui demeure conditionnée par leur rentabilité : la France compte ainsi deux fois moins d'entreprises de taille intermédiaire que l'Allemagne et son tissu de production national est composé à 98 % de TPE-PME. Pour investir, innover et se projeter à l'international, la consolidation du secteur semble inévitable. L'internationalisation via l'export reste donc un levier fondamental pour favoriser le développement des PME et ETI françaises. A cet égard, l'attractivité et la compétitivité du « site France » doivent être préservées et renforcées dans la mesure où la France fait figure d'exception européenne avec une pression fiscale inégalée (33 taxes spécifiques à l'agroalimentaire) et une guerre des prix inobservable dans tout autre pays.

Evolution du taux marge :  
comparaison entre l'industrie agroalimentaire et le secteur manufacturier

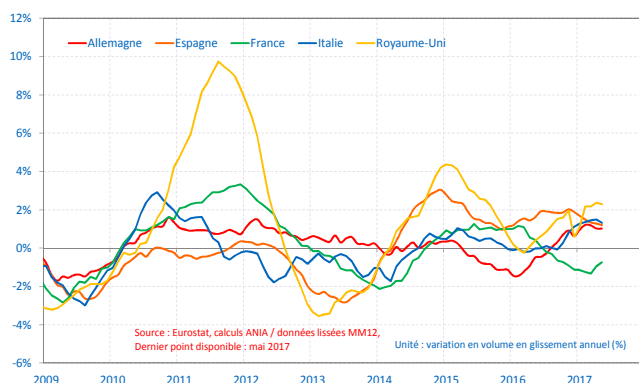


Evolution du solde commercial hors boissons par pays



## Panorama Europe : inflation et production encore modérées – Décrochage de la production en France par rapport au reste de la zone euro

Evolution de la production dans les IAA en zone euro



**La production, mesurée en niveau depuis 10 ans, semble marquer le pas en France relativement aux autres pays Européens.**

Si elle a fait preuve de résilience pendant la crise financière de 2008-2009, elle peine depuis à redémarrer. En 2016, la baisse de la production a notamment été franco-française.

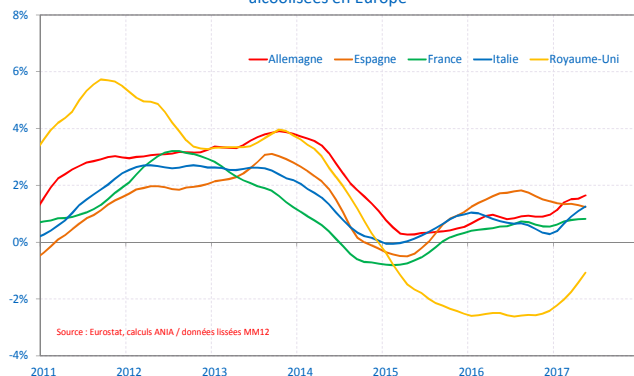
Parmi les autres pays de la zone euro, le Royaume-Uni voit sa production s'accélérer sensiblement. Les conséquences du Brexit semblent transiter à court terme par une baisse des importations britanniques de produits agroalimentaires, notamment français.

Les hausses restent plus limitées en Italie, Allemagne et Espagne mais tout de même assez significatives.

### Production : évolution au sein de la zone euro

	UE 28	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
depuis 2007	7,1%	3,8%	1,0%	2,6%	0,4%	11,5%
depuis 2016	1,7%	1,2%	1,8%	-1,1%	1,5%	3,7%

Prix à la consommation des produits alimentaires et boissons non alcoolisées en Europe



Au sein de la zone euro, malgré une vive tension sur le prix des intrants (hausse de 180 % du prix des matières premières depuis 2004 en France), la France se distingue des autres pays par une véritable atonie des prix à la consommation des produits agroalimentaires.

L'extrême concentration de la grande distribution en France (4 centrales d'achats représentant 92 % des achats) relativement au marché européen (dans lequel 5 distributeurs contrôlent 43 % à 69 % du marché), constitue un élément d'explication important.

**Ainsi, au total, depuis 2013 les prix alimentaires (produits frais compris) stagnent en France, alors qu'ils progressent partout ailleurs. La guerre des prix demeure donc une spécificité française, qui affecte directement la compétitivité des industriels français.**

### Inflation : évolution au sein de la zone euro

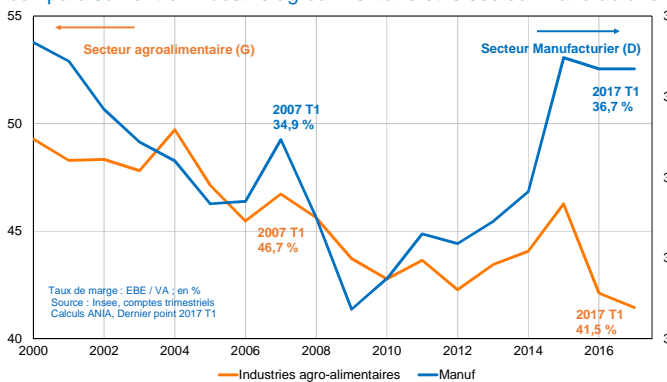
	UE 28	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
depuis 2007	19,9%	23,9%	18,4%	14,7%	21,2%	33,5%
depuis 2016	4,3%	7,3%	5,4%	1,7%	4,3%	-1,4%

*Note de lecture : l'évolution des prix mentionnée dans ce tableau intègre la dynamique des produits frais (par nature très volatile) et correspond à celle observée dans tous les circuits de distribution (grande distribution et petit commerce)*

## Création et partage de la valeur dans la filière alimentaire française : des marges au plus bas depuis près de 40 ans pour les industriels

**Côté offre :** Les bénéfices liés à « l'alignement des planètes » (pétrole, change) favorable ces dernières années, ont été annulés par la guerre des prix-promotions, destructrice de valeur au sein de la filière alimentaire

Evolution du taux marge : comparaison entre l'industrie agroalimentaire et le secteur manufacturier



L'industrie alimentaire connaît une **diminution importante de ses marges depuis 2007**, alors qu'elles se restaurent dans tous les autres secteurs industriels, tutoyant même des niveaux inobservés depuis le début des années 2000.

### Dans le détail :

- Une baisse des marges de 5 points dans le secteur agroalimentaire en 10 ans ;
- Un renforcement de 2 points dans les autres secteurs industriels dans le même temps.

En 2016, les marges des industriels agroalimentaires se sont notamment étioilées, perdant près de 5 points.

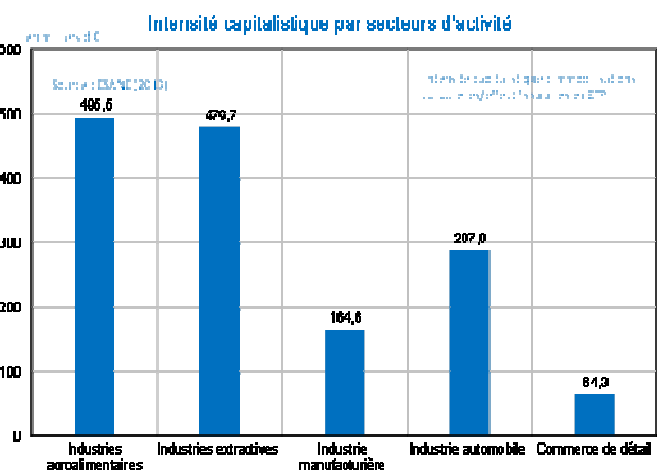
Le bénéfice tiré ces dernières années du CICE a notamment été annulé par un choc inflationniste de matières premières qui n'a pas été pris en compte dans les évolutions de prix de détail, restés en déflation, pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive.

**Au sein de la filière alimentaire et plus globalement de l'industrie, la comparaison des niveaux de marges reste particulièrement malaisée : l'intensité capitalistique, qui détermine le niveau de marges nécessaire pour financer les investissements, demeure particulièrement variable**

Le niveau de marge dépend de manière étroite de l'intensité capitalistique, qui varie énormément selon les secteurs. Les données de marges ne sont en effet pas directement comparables entre les différents maillons de la filière. Cette assertion a notamment été rappelée par l'Autorité de la Concurrence dans son **Avis n° 16-A-06 du 31 mars 2015 de l'Autorité de la Concurrence sur les rapprochements de centrales d'achat et de référencement :**

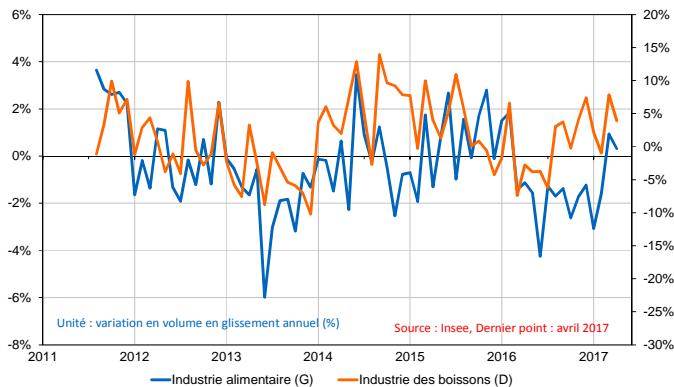
« Certains distributeurs ont proposé, afin d'appréhender l'équilibre des pouvoirs de négociation entre les fournisseurs et les distributeurs, de comparer les niveaux respectifs de leurs marges. **Une telle comparaison serait cependant imparfaite dans la mesure où, comme l'a relevé la Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique, les comparaisons de marges nettes entre industriels et fournisseurs peuvent être biaisées par des différences d'intensité capitalistique entre les secteurs : un taux de marge élevé peut simplement refléter une intensité capitalistique plus élevée (impliquant un coût des capitaux plus important) ».**

**A titre d'illustration l'intensité capitalistique affichée dans l'IAA est près de 8 fois plus importante que celle dégagée dans le commerce de détail.**



## Production alimentaire France : net repli en 2016 mais redressement progressif en 2017

Production des produits agroalimentaires et des boissons

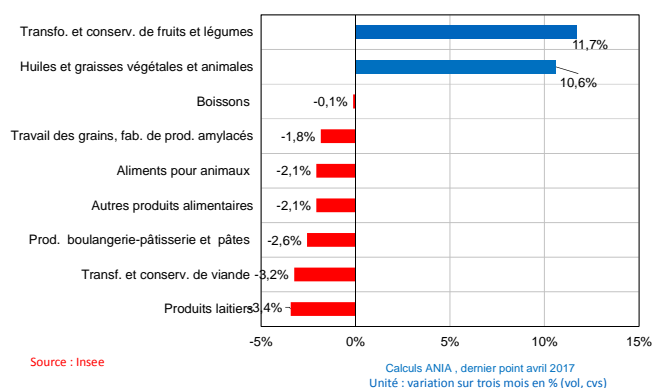


Sur l'ensemble de l'année 2016, la production alimentaire s'est repliée de manière importante (-1,3%). Sur les premiers mois de l'année 2017, cette dynamique semble s'inverser progressivement : si la production a marqué le pas en avril (-0,8 %), elle a nettement accéléré au cours des deux mois précédents (+1,1 % constaté en février et en mars).

Mesurée sur un an, la production ralentit légèrement, s'inscrivant à +0,3 % en avril, après +0,9 % et -1,6 % en mars. S'agissant des boissons, la production s'accélère (+3,9 %), à un rythme toutefois moindre que celui constaté sur la fin de l'année 2016 (+7,5 %).

**Sur les douze derniers mois, à avril 2017, la production agroalimentaire progresse de +0,1 % et celle des boissons accélère (+2,3 %)**

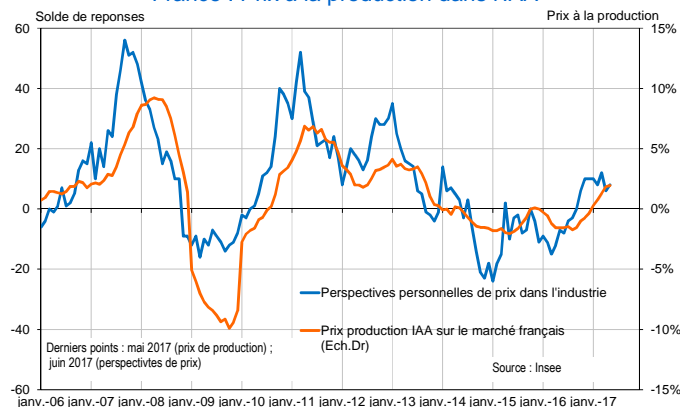
Variation sur trois mois de la production par secteur



Sur les trois derniers mois, à avril 2017, seules les productions du secteur de la transformation et conserves de fruits et légumes (+11,7 %) et des huiles et graisses (+10,6 %) progressent.

Concernant les autres secteurs, la production se replie. Le recul est notamment prononcé s'agissant du secteur de la transformation et conservation de viande (-3,2 %) (-3,6 %) et des produits laitiers (-3,4 %).

France : Prix à la production dans l'IAA



Les enquêtes mensuelles de conjoncture de l'Insee permettent également d'avoir un diagnostic précis sur la formation des prix le long de la filière alimentaire.

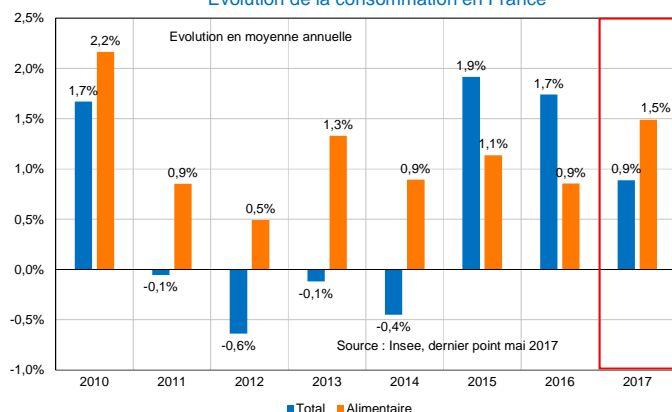
La question relative aux anticipations de prix par les industriels permet notamment d'appréhender les tensions qui pèsent sur l'amont de la filière. Les industriels ont ainsi bel et bien ressenti la forte hausse du prix des matières premières enregistrée ces derniers mois.

**A noter également que les prix à la production sont repartis à la hausse, affichant un rythme de progression inédit depuis deux ans. Des tensions sur les prix à la production précèdent en général celles qui pèsent sur les prix à la consommation.**

**La guerre des prix et des promotions maintient donc les prix à la consommation en déflation, malgré de vives tensions sur le prix des intrants.**

## Consommation France : dynamisme en 2017

Evolution de la consommation en France

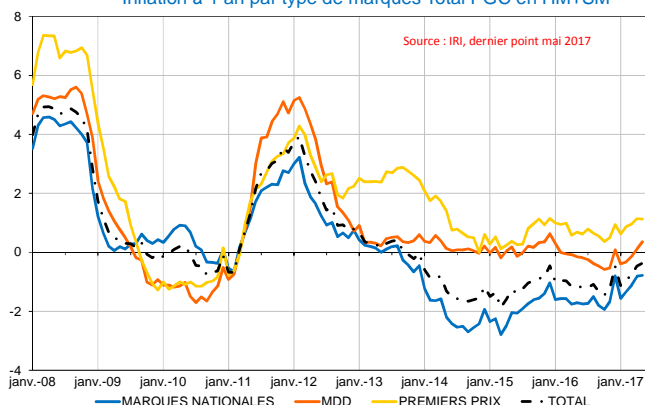


Depuis le début de l'année 2017, la consommation alimentaire se redresse. Si les dépenses se tassent en mai (-0,1 %), elles ont été particulièrement dynamiques en avril (+1,0 %) et en mars et (+0,7 %). Sur les trois derniers mois, la consommation alimentaire accélère (+1,3 %)

En conséquence, les dépenses alimentaires se redressent lorsqu'elles sont mesurées sur un an : +2,3 % en mai, après +2,7 % en avril et +1,0 % en mars.

**Sur les douze derniers mois, à mai 2017, la consommation alimentaire a progressé de 1,5 % après +0,9 % en 2016 et +1,1 % en 2015. Un tel dynamisme n'a pas été constaté depuis 2010.**

Inflation à 1 an par type de marques Total PGC en HM+SM



Au mois de mai 2017, la déflation sur un an s'établit à -0,37 %. **La déflation perdue depuis le mois d'octobre 2013. Elle semble s'atténuer désormais en rythme mensuel.**

La déflation concerne notamment les marques nationales (-0,78 %). A noter que les MDD, entrées en déflation en 2016, voient leurs prix se redresser depuis quelques mois (+0,36 %), affichant une progression sur un an, inédite depuis fin 2015.

**Cette guerre des prix et des promotions n'a pas eu de bénéfice sur l'évolution des dépenses alimentaires constatée ces deux dernières années, qui a été plus contenue que celle affichée dans d'autres biens de consommation.**



### inflation à 1 an

moyenne depuis janvier 2017	total	MN	MDD	premiers prix	Rappel 2016 (total)
<b>Total IAA</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,0</b>	<b>-1,1</b>
<b>EPICERIE</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,4</b>	<b>0,2</b>	<b>1,0</b>	<b>-1,2</b>
EPICERIE SALEE	-0,8	-1,4	0,2	1,3	-1,1
EPICERIE SUCREE	-1,0	-1,4	0,1	0,8	-1,3
<b>LIQUIDES</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>-1,1</b>
<b>BRSA ET EAUX</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,7</b>
BIERES ET CIDRES	-0,6	-0,8	1,4	1,3	-1,6
ALCOOLS	0,0	0,0	0,2	1,0	-0,2
PLS POIDS FIXE	-0,5	-0,8	-0,2	1,1	-0,9
<b>SURGELES GLACES</b>	<b>-0,1</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,8</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,2</b>
CREMERIE	-0,9	-0,9	-1,1	-0,3	-1,6
FRAIS NON LAITIERS LS	-0,1	-0,6	0,3	2,2	-0,4

**Dans le détail, en moyenne depuis le début de l'année la guerre des prix touche toujours l'ensemble des produits agroalimentaires, en particulier les produits d'épicerie.**

Comparativement aux années précédentes, le niveau de déflation a tendance à se résorber légèrement sur tous les rayons et groupes de famille.

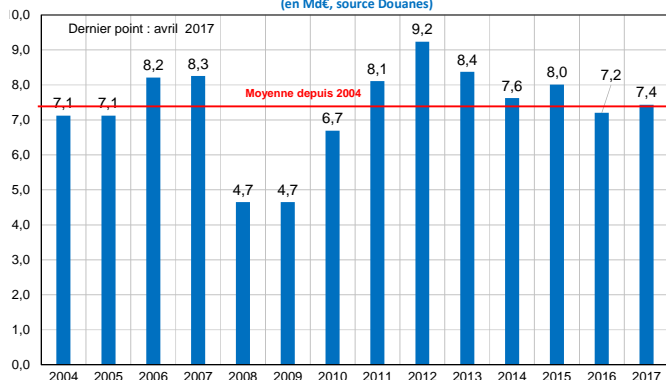
Selon IRI, la tendance est donc à l'accalmie sur le front des prix, mais ce mouvement restera extrêmement lent.

Pour mémoire, début 2017 le prix des matières premières alimentaires s'est redressé, progressant d'environ 20 % en glissement annuel, soit une hausse inédite depuis septembre 2011. A date, cette hausse ne s'est donc pas répercutée sur l'évolution des prix de détail.



## Export : vers un renforcement des performances en 2017...

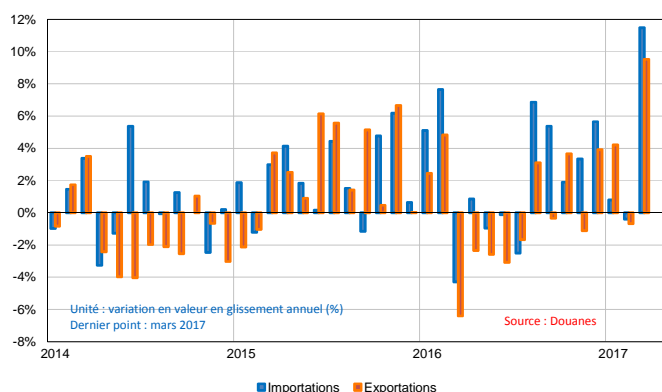
Evolution du solde annuel commercial dans l'IAA  
(en Md€, source Douanes)



Les derniers chiffres du commerce extérieur (dernières données à avril 2017) signalent une progression du solde commercial global, qui s'est stabilisé à 7,4 Md€ en rythme annuel à l'issue des quatre premiers mois de l'année 2017 après 7,2 Md€ en 2016. Ces performances sont en ligne avec la tendance de longue période, calculée depuis 2004 (7,3 Md€).

Sur les 12 derniers mois, les importations progressent (+3,1 % après +2,3 % sur l'ensemble de l'année 2016), tandis que les exportations redémarrent (+1,9 %), alors qu'elles avaient décéléré en 2016 (+0,0 % après +2,6 % en 2015).

Evolution du commerce extérieur des IAA

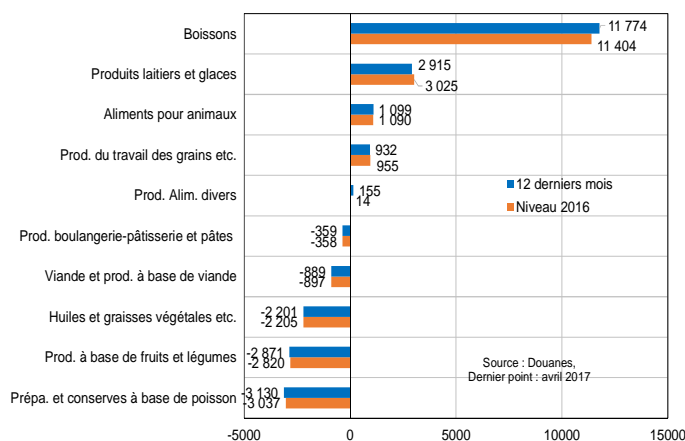


Dans le détail, en variation mensuelle, les exportations progressent de 1,1 % en avril 2017, à un rythme proche de celui constaté en mars (+1,4 %), effaçant donc le recul constaté en février dernier (-1,0 %). Sur un an, la hausse des exportations atteint 8,0 % en avril.

S'agissant des importations, elles reculent en avril (-1,3 %) après une hausse observée en mars (+0,9 %), en février (+0,3 %) et en janvier (+0,4 %). Sur un an, la hausse des importations atteint 2,6 % en avril.

Dans ce contexte, le solde commercial mensuel se redresse, s'inscrivant à 715 M€ en avril, après 630 M€ en mars et 605 M€ en février 2017. Un tel niveau n'avait plus été atteint depuis fin 2015.

Niveau du solde commercial dans l'IAA par produits



### Les performances commerciales du secteur reposent sur un nombre très limité de secteurs :

i) les vins, spiritueux et autres boissons alcoolisées : 11,7 Md€ à l'issue du mois d'avril, ii) les produits laitiers (et glaces) : 2,9 Md€.

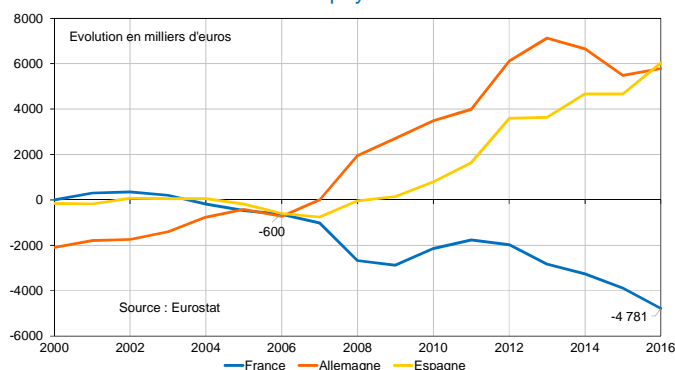
A l'inverse, les principaux déficits concernent : les produits et conserves à base de poissons : -3,1 Md€ et les produits à base de fruits et légumes : -2,9 M€.

**Au global, sur les 12 derniers mois, le solde commercial hors boissons (et tabac) se creuse : il s'établit à -4,3 Md€ (après -4,2 Md€ en 2016 et -3,3 Md€ en 2015), ce qui constitue un déficit historiquement élevé.**

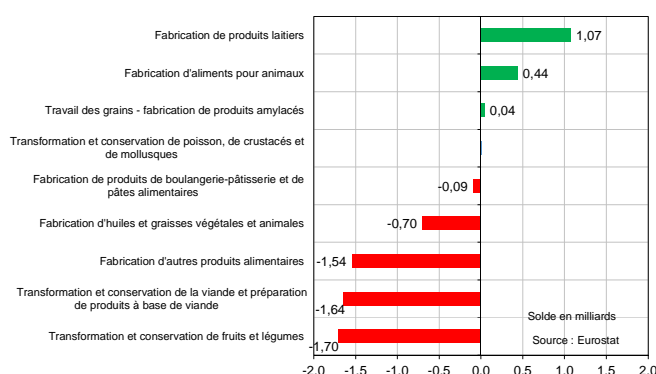


... mais des enjeux de compétitivité qui demeurent

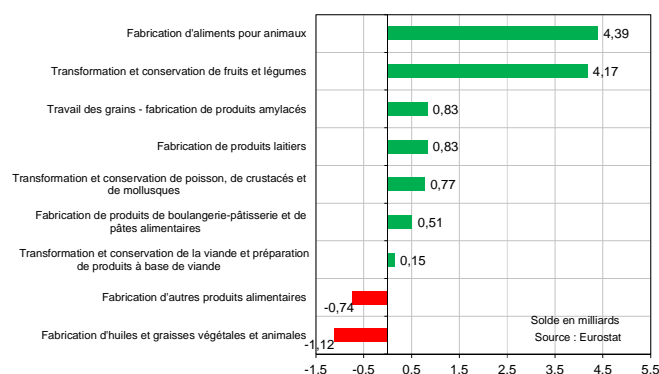
Evolution du solde commercial hors boissons par pays



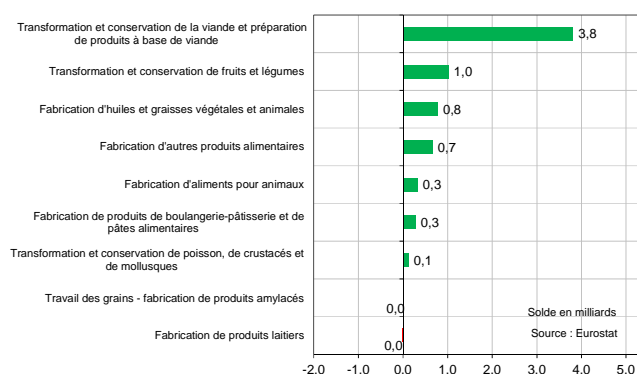
France : Evolution du solde commercial depuis 2000 dans l'industrie alimentaire (hors-boissons)



Allemagne : Evolution du solde commercial sur 16 ans dans l'alimentaire (hors-boissons)



Espagne : Evolution du solde commercial sur 16 ans dans l'alimentaire (hors-boissons)



**Dans le secteur alimentaire (hors boissons) les performances commerciales subissent un décrochage des performances depuis 10 ans.**

En 2016, le solde commercial s'inscrit à un déficit historique de 4,8 Md€. Pour rappel, le secteur alimentaire (hors boissons) était encore excédentaire en 2004 et affichait deux ans plus tard un solde commercial comparable à celui affiché en Allemagne ou en Espagne.

Ces deux derniers pays ont accru considérablement leurs performances commerciales ces 10 dernières années, affichant des excédents commerciaux approchant les 6 Md€.

Côté français, trois filières concentrent à elles seules une large partie des déficits de la filière alimentaire : la filière viandes, celle de la transformation de fruits et légumes et enfin celle des autres produits alimentaires. Dans ces mêmes filières, l'Allemagne et l'Espagne cumulent les excédents commerciaux.

**Les difficultés structurelles rencontrées par les filières françaises sur leur marché domestique (faiblesse des marges et de la rentabilité) expliquent une partie de ces décrochages.**

Ces éléments économiques, parmi les plus bas de l'industrie, démontrent la difficulté du secteur pour engager seul une politique d'investissement et de modernisation qui permettrait d'accroître la productivité et la taille des filières tout en compensant le coût de la main d'œuvre, un des plus élevé en France au sein de la zone euro (29,3 euros pour une heure de travail en France vs 22,7 euros en Allemagne et dans l'ensemble de la zone euro).